

CPIFAC

bat 121 parc de loisirs de la foret de haye
54840 Velaine en Haye
te: 03 83 23 55 31 ou 06 60 42 79 01
contact@cpifac.com
Identifiant SIREN : 428 985 618 00019
Code APE (activité principale exercée) : 8532z

Directrice de la publication :

Céline Laurent Desor, Directrice du centre de formation
Tél : +33 (0)3 83 23 55 31

Direction de la communication:

contact@cubeDESIGN.fr
Tél. : +33 (0)3 8340 67 49

Hébergeur :

One and One IONOS

Webdesign et Ergonomie, Conception et réalisation : c u b e d e s i g n

Droits d'auteurs et Copyright

© Droits d'auteurs : tous droits réservés au
CPIFAC Mise en ligne le : 10 Août 2012

© Crédits photos : Céline Laurent Desor, Béatrice Allard, Viviane Redivo, Christiane Adam, Olivier Barthelemy, Isabelle Durand, Corinne Mallegol, Pascale Saint Martin, Valérie Fahrner, Anne Laure Charlier, Elodie Meirsmann, Martine Hollard, Catherine Richy, Nathalie Barbé, Julie Barrere, Sandrine Damour, Emmanuelle Seys, Fabien Camuset, Anne Gehin, MarieO, Elise Mih, Marie Thoman, Diane Vaicle, Mathilde Pigree, Isabelle Keller, Daniel Zed, Christelle Laurent, Dominique Devaud, Dany Jung, Jérôme Galvin, Isabelle Daucourt, Dominique Bajard, Yannick Hoetzel, Adewhuyi Kehinde Ken, Dany Jung, Chloé Desnouveau, Sylvette Fonteix, Thomas Bresson, Patricia Jeanneaux, Natacha Flandin, Julien Félix, Hélène Tardy, Laurence Chaupin. Jean Charles Thomas, Daniel Zed.

Le site www.cpifac.com est une œuvre de l'esprit protégée par la législation en vigueur. L'ensemble des éléments le composant tels que, à titre indicatif, la dénomination, le logo, les dessins, photos, animations, les documents téléchargeables et tout autre document sont la propriété exclusive du CPIFAC . A cet effet toute représentation, reproduction, modification, utilisation commerciale ou non, ainsi que tout transfert vers un autre site et/ou quel que soit le support sont interdits sauf autorisation expresse et écrite du responsable de la publication. Sous peine de constituer un délit de contrefaçon de droit d'auteur et/ou de dessins et modèles et/ou de marque, puni de deux ans d'emprisonnement et de 152 450 € (soit à titre indicatif 1.000.000 francs) d'amende. Seule une utilisation à des fins strictement personnelles est autorisée.

Informatique et Libertés :

Conformément à la législation en vigueur ce site fera l'objet d'un projet acte réglementaire.

Les données collectées par le biais de ce site (messagerie) se limitent essentiellement à celles que vous avez volontairement communiquées à l'entreprise Céline Laurent Céramique Atelier Al Terre Native afin de nous permettre d'accéder à votre demande. Ces données sont protégées par le secret professionnel.

En utilisant la messagerie mise à votre disposition sur ce site, vous vous engagez formellement à ne pas nous communiquer de fausses informations, voire utiliser l'identité d'un tiers dans le but d'obtenir illégalement et indûment un droit ou une prestation, ou des renseignements relatifs à un tiers.

Dans le cas contraire, vous vous exposeriez à des sanctions pénales.

Ces informations pourront donner lieu à l'exercice du droit d'accès et de rectification dans les seules conditions prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, par l'intermédiaire des services ayant recueilli les informations demandées.

Ce droit d'accès peut s'exercer auprès du responsable du service :

- par courrier électronique auprès de contact@cpifac.com
- par courrier postal en écrivant à l'adresse suivante :

CPIFAC

bat 121 parc de loisirs de la foret de haye
54840 Velaine en Haye

Liens de référence :

Loi 78-17 du 6 janvier 1978 Loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

Loi du 29 juillet 1881 Loi sur la liberté de la presse

Loi 2000-719 du 1er août 2000 Extrait de la loi portant sur la responsabilité des prestataires techniques

- [Informations légales et données personnelles](#)

Propriété du site

Le site cpifac.com est la propriété pleine et entière de l'entreprise Céline Laurent Céramique-CPIFAC.

Adresse du siège social

CPIFAC
59 Rue du Gl Langlois
54390 CPIFAC
Téléphone : 03 83 40 67 49

[E-mail : utiliser le formulaire de contact](#)

Directeur/Responsable de la publication/Responsable de traitement

Céline Laurent Desor, directrice du CPIFAC

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE et DROITS D'AUTEUR

Les supports de formation, quelle qu'en soit la forme (papier, numérique, électronique...), sont protégés par la propriété intellectuelle et le droit d'auteur. Leur reproduction, partielle ou totale, ne peut être effectuée sans l'accord écrit du centre. Le Client s'engage à ne pas utiliser, transmettre ou reproduire tout ou partie de ces documents en vue de l'organisation ou de l'animation de formations.

L'intégralité de ce site, cpifac.com et tous ses contenus sont protégés par les législations françaises et internationales relatives au droit d'auteur et à la propriété intellectuelle. Tous les droits de reproduction sont réservés, y compris les documents téléchargeables et les représentations iconographiques et photographiques.

La reproduction de tout ou partie de ce site Internet sur un support quel qu'il soit, est formellement interdite sauf autorisation expresse de la direction, conformément à l'article L.122-4 du Code de la Propriété Intellectuelle.

Le non-respect de cette interdiction constitue un acte de contrefaçon pouvant engager la responsabilité civile et/ou pénale de son auteur sanctionnée par les articles L335-2 et suivants du Code de Propriété Intellectuelle.

La reproduction des textes de ce site sur un support-papier est autorisée, tout particulièrement dans le cadre pédagogique, sous réserve du respect des trois conditions suivantes :

1. Gratuité de la diffusion

Respect de l'intégrité des documents reproduits : pas de modification ni altération d'aucune sorte.

Citation claire et lisible de la source sous la forme suivante : « Ce document provient du site Internet de l'entreprise Céline Laurent Céramique-CPIFAC : cpifac.com. Les droits de reproduction sont réservés et strictement limités ». L'adresse Internet de cpifac.com doit impérativement figurer dans la référence. Cette mention pointerait, grâce à un lien hypertexte, directement sur le contenu. Pour d'autres utilisations, veuillez nous consulter.

De même, la technique de lien profond (« deep linking ») est proscrite, c'est-à-dire que les pages du site cpifac.com ne doivent pas être imbriquées à l'intérieur des pages d'un autre site.

Les marques éventuellement citées sur ce site sont déposées par les sociétés qui en sont propriétaires.

2. Liens vers le site Web du CPIFAC

L'entreprise Céline Laurent Céramique CPIFAC autorise toute personne à créer un lien vers son site Web, sous réserve que cette personne respecte les conditions générales ci-après.

Un site comportant un lien vers le site Web de <https://cpifac.com> :

- est autorisé à établir un lien vers le contenu du site de <https://cpifac.com>, mais non à le répliquer;
- n'est pas autorisé à créer un environnement de bordure ni un espace de navigation autour d'un contenu du site <https://cpifac.com>;
- ne doit pas présenter d'informations trompeuses ou erronées concernant les services ou produits cpifac.com ;
- ne doit pas présenter de façon inexacte les relations entre <https://cpifac.com>. et le créateur du lien ;
- ne doit pas laisser entendre que <https://cpifac.com> approuve ou sponsorise le créateur du lien, ni ses services ou produits ;
- ne doit pas utiliser les logos ou habillages graphiques de <https://cpifac.com> sans le consentement écrit préalable du CPIFAC;
- ne doit comporter aucun contenu pouvant être interprété comme obscène, calomnieux, diffamatoire, pornographique ou inapproprié pour quelque âge que ce soit ;
- ne doit comporter aucun contenu en infraction avec une loi ;
- doit accepter que le lien puisse être supprimé à tout moment sur demande au CPIFAC, si elle souhaite exercer son droit de réserve et revenir sur son consentement tacite envers l'existence du lien.

3. Liens vers des sites Web de tiers

Le site du CPIFAC propose des liens vers des sites Web de tiers. Ces sites, non-contrôlés par le CPIFAC, ne font pas partie du site de l'agence de l'eau qui n'a pas la maîtrise de leur contenu et décline par conséquent toute responsabilité quant aux informations qui y sont présentées. Le CPIFAC fournit ces liens uniquement pour la commodité de l'utilisateur.

Avertissements :

Les informations techniques qui se trouvent sur ce site n'ont qu'une valeur informative et sont susceptibles d'évoluer en fonction des modifications législatives et réglementaires.

En aucun cas, ces informations ou les messages échangés par le biais de la messagerie n'ont valeur de décision.

Le centre CPIFAC ne peut être tenu responsable de l'interprétation que vous pourriez faire des informations contenues dans ce site.

Pour toute anomalie technique constatée sur le site, veuillez contacter le webmaster.

Tout visiteur du site cpifac.com est considéré comme acceptant l'application des lois françaises.

Il appartient à l'utilisateur de ce site de prendre toutes les mesures appropriées de façon à protéger ses propres données et/ou logiciels de la contamination par d'éventuels virus circulant sur le réseau Internet. De manière générale, le CPIFAC décline toute responsabilité à un éventuel dommage survenu pendant la consultation du présent site.

Dans l'esprit d'Internet, les liens proposés vers d'autres sites sont communiqués à titre indicatif et ne sauraient engager la responsabilité du CPIFAC, tant en ce qui concerne les contenus que les conditions d'accès.

A l'inverse, toute personne (physique ou morale) souhaitant créer un ou (des) lien(s) vers une ou plusieurs page(s) du présent site doit préalablement en informer le webmaster du site. Néanmoins, par principe sont autorisés, sans accord express préalable

- la citation, respectant le droit moral de l'auteur par l'indication de son nom et de la source. La citation est nécessairement courte, cette notion s'appréciant tant par rapport à la publication dont elle est extraite que par rapport à celle dans laquelle elle est introduite. La citation illustre un propos et ne doit pas concurrencer la publication à laquelle elle est empruntée. La multiplication des citations, aboutissant à une anthologie, est considérée comme une œuvre dérivée, et donc soumise à l'accord préalable de l'auteur ou de l'ayant droit ;
- la création d'un lien : le site du CPIFAC www.cpifac.com autorise la mise en place d'un lien hypertexte pointant vers son contenu, sous réserve de:
 - Mentionner la source. Les informations utilisées ne doivent l'être qu'à des fins personnelles, associatives ou professionnelles ; toute utilisation à des fins commerciales ou publicitaires est exclue.

Attention ! Cette autorisation ne s'applique pas aux sites Internet diffusant des informations à caractère polémique, pornographique, xénophobe ou pouvant, dans une plus large mesure porter atteinte à la sensibilité du plus grand nombre. Dans les autres cas, et notamment :

- si vous souhaitez afficher le logo du CPIFAC ;
- si le contenu du site www.cpifac.com doit s'intégrer dans la navigation de votre site, en particulier par voie de cadres (ou frames) ;

- si l'accès aux pages contenant le lien vers le site www.cpifac.com n'est pas gratuit,

vous devez demander l'autorisation expresse au CPIFAC par mail à contact@cpifac.com ou en écrivant à :

CPIFAC

bat 121 parc de loisirs de la forêt de haye

54840 Velaine en Haye

Le CPIFAC dégage toute responsabilité concernant les liens créés par d'autres sites vers ses propres sites. L'existence de tels liens ne peut permettre d'induire que le CPIFAC cautionne ces sites ou qu'elle en approuve le contenu.

Afin de garantir l'identité et l'intégrité de son site, le CPIFAC se réserve le droit d'interdire les liens qui ne répondraient pas à l'objet dudit site ou qui pourraient porter préjudice à l'image du centre de céramique. Le CPIFAC ne peut être tenu responsable du contenu (éditorial, illustrations ...) des sites vers lesquels ces sites renvoient.

4. Informatique et libertés (RGPD) : régime de protection des données

Vous avez le droit d'avoir accès aux données personnelles qui sont collectées et traitées à votre sujet

Conformément à la réglementation française qui est applicable à ces fichiers, le Client peut s'opposer à la communication des informations le concernant. Il peut également à tout moment exercer ses droits d'accès et de rectification dans le fichier du CPIFAC.

La collecte de vos données :

- la finalité des traitements de vos données au CPIFAC:

Le CPIFAC est soucieux de la protection des données personnelles de ses stagiaires. Il s'engage à assurer le meilleur niveau de protection en conformité avec les réglementations européennes et françaises qui lui sont applicables en matière de protection des données personnelles.

Pour toute information sur la protection des données personnelles, vous pouvez également consulter le site de la Commission Informatique et Liberté www.cnil.fr.

Au regard de la réglementation en vigueur, les traitements de vos données personnelles effectués par le centre Céline Laurent Céramique-CPIFAC s'appuient sur les principes suivants :

- Les données collectées sont proportionnelles aux finalités des traitements.
- Les finalités de chaque traitement sont déterminées, explicites et légitimes.
- Les traitements sont licites, loyaux et transparents.
- Les données collectées font l'objet de mesures de sécurité, tant organisationnelles que techniques.

Les données sont collectées

- pour une gestion des offres d'emplois proposés aux apprenants et stagiaires,
- Pour des enquêtes et propositions de recrutements,
- Pour une gestion des factures,
- Pour une gestion des clients et financeurs (suivi des candidats),
- Pour une enquête de satisfaction (suivi de formation)
- Pour une enquête de professionnalisation après formation (questionnaire de suivi).
- Pour un suivi du Titre (RNCP) auprès de France Compétence

-Le Responsable du traitement des données personnelles:

On appelle responsable du traitement la société qui définit pour quel usage et comment vos données personnelles sont utilisées. Pour les données personnelles collectées sur nos sites Web,

ou lors de vos contacts avec nos équipes pédagogiques (études d'enquêtes, offres d'emplois, factures, bilans de formation, suivis de dossiers...), le responsable du traitement est :

CPIFAC

Bat 121 Parc de loisirs de la Forêt de Haye

54840 Bois de Haye

suivi@cpifac.com

- la base légale du traitement de vos données:

Cette base légale est précisée par l'article 3 de l'arrêté du 4 janvier 2019 fixant les informations permettant l'enregistrement d'une certification professionnelle, ou d'une certification ou habilitation dans les répertoires nationaux, au titre des procédures prévues aux articles L. 6113-5 et L. 6113-6 du code du travail. Le point 2° impose notamment aux organismes :

« Pour permettre l'enregistrement d'un diplôme ou titre à finalité professionnelle ou d'un certificat de qualification professionnelle dans le répertoire national des certifications professionnelles dans les conditions prévues au II de l'article L. 6113-5 du code du travail, les ministères et organismes certificateurs transmettent [...] : 2° les éléments permettant d'examiner le projet de certification professionnelle au regard des critères d'enregistrement prévus aux articles R. 6113-9 et R. 6113-10 du code du travail, ainsi que la durée d'enregistrement et le niveau de qualification souhaités ».

Article 3 Arrêté du 4 janvier 2019 fixant les informations permettant l'enregistrement d'une certification professionnelle:

Pour permettre l'enregistrement d'un diplôme ou titre à finalité professionnelle ou d'un certificat de qualification professionnelle dans le répertoire national des certifications professionnelles dans les conditions prévues au II de l'article L. 6113-5 du code du travail, les ministères et organismes certificateurs transmettent :

1° Les informations permettant la complétude de la fiche de renseignement du diplôme ou titre à finalité professionnelle ou du certificat de qualification professionnelle publiée au sein du répertoire national des certifications professionnelles, notamment le niveau de qualification, le domaine d'activité et la décomposition de la certification en blocs de compétences au sens du quatrième alinéa de l'article L. 6113-1 du code du travail ainsi que, le cas échéant, les correspondances avec d'autres certifications professionnelles et leurs blocs de compétences ;

- 2° Les éléments permettant d'examiner le projet de certification professionnelle au regard des critères d'enregistrement prévus aux articles R. 6113-9 et R. 6113-10 du code du travail, ainsi que la durée d'enregistrement et le niveau de qualification souhaités ;
- 3° Les référentiels du projet de certification professionnelle au sens du deuxième alinéa de l'article L. 6113-1 du code du travail et tout autre document constitutif de la certification professionnelle ;
- 4° Pour un organisme certificateur au sens de l'article L. 6113-2 du code du travail, le bulletin n° 3 du casier judiciaire ayant moins de trois mois de date des personnes exerçant, en droit ou en fait, une fonction de direction ou d'administration de cet organisme permettant de s'assurer du respect de la condition d'honorabilité professionnelle prévue à l'article L. 6113-8 du code du travail ;
- 5° Pour un certificat de qualification professionnelle, les documents permettant d'attester la création du certificat de qualification professionnelle par une ou plusieurs commissions paritaires nationales de l'emploi de branche professionnelle ainsi que l'identification de la personne morale détentrice des droits de la propriété intellectuelle ;
- 6° Le cas échéant, les habilitations délivrées à des organismes pour préparer à acquérir les certifications professionnelles ou à organiser des sessions d'examen pour le compte du ministère ou de l'organisme certificateur.

L'entrée en vigueur du Règlement européen 2016/679 refondant le régime de protection des données (RGPD) fut effective à partir du 25 mai 2018.

Les informations recueillies sont nécessaires pour votre inscription.

Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat du CPIFAC. En application des articles 39 et suivants de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent.

Ces informations sont conservées pour une durée indéterminée jusqu'à la demande de retrait de la personne concernée ou la disparition du centre.

Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à : contact@cpifac.com

Dès le 25 mai 2018, le consentement des individus quant à la collecte et au traitement des données à caractère personnel les concernant doit être explicite et « positif ».

En conséquence, lors de votre inscription, un document rappelant la loi vous sera remis et votre autorisation signée sera requise, en application du nouveau Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) entré en vigueur dans l'Union Européenne.

Nous n'utilisons pas ni ne communiquons vos données personnelles sans votre autorisation. En résumé, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et suppression des données qui vous concernent et pouvez, à tout moment, demander que l'ensemble de vos coordonnées soient supprimées de nos fichiers.

Si vous voulez continuer à recevoir nos infolettres ainsi que nos invitations aux vernissages, ne changez rien.

Comme toujours nos informations en envois groupés partiront en CCI (invisible) « Copie cachée ».

Le CPIFAC s'engage à ne pas donner vos adresses à une tierce personne sans vous en avoir demandé l'autorisation.

Concernant les apprenants, le suivi des enquêtes post formation sera transmis à France Compétence (RNCP) afin de faire suivre l'évaluation de leur titre pour leur examen. Pour permettre l'enregistrement d'un diplôme ou titre à finalité professionnelle ou d'un certificat de qualification professionnelle dans le répertoire national des certifications professionnelles dans les conditions prévues au II de l'article L. 6113-5 du code du travail, les ministères et organismes certificateurs transmettent [...]: 2° les éléments permettant d'examiner le projet de certification professionnelle au regard des critères d'enregistrement prévus aux articles R. 6113-9 et R. 6113-10 du code du travail, ainsi que la durée d'enregistrement et le niveau de qualification souhaités.

- la transmission à France compétences est réalisée tous les 5 ans afin de valoriser et faire valider votre titre enregistré au RNCP. France compétences tient compte des obligations liées au RGPD pour l'étude des promotions dans le cadre de la procédure d'enregistrement d'un diplôme ou titre à finalité professionnelle ou d'un certificat de qualification professionnelle dans le répertoire national des certifications professionnelles.

- la durée de conservation et les mesures mises en place pour assurer la sécurité des données.

Lors de leur stockage est indéterminée (sauf demande de retrait), pour leur transmission à France compétences (RNCP) afin de présenter votre métier en tant que profession en tension. (Pour permettre l'enregistrement d'un diplôme ou titre à finalité professionnelle ou d'un certificat de qualification professionnelle dans le répertoire national des certifications professionnelles dans les conditions prévues au II de l'article L. 6113-5 du code du travail, les ministères et organismes certificateurs transmettent [...]: 2° les éléments permettant d'examiner le projet de certification professionnelle au regard des critères d'enregistrement prévus aux articles R. 6113-9 et R. 6113-10 du code du travail, ainsi que la durée d'enregistrement et le niveau de qualification souhaités).

- Définition des directives quant au sort de vos données personnelles :

Vous avez à tout moment un droit en termes d'accès auprès du CPIFAC pour des modifications ou corrections de vos données personnelles, droits à rectification, effacement, limitation du traitement, opposition, possibilité d'introduire à tout moment une réclamation auprès de la CNIL.

DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Vous disposez de droits relatifs à vos données à caractère personnel, notamment d'accès et de rectification. Pour les exercer, vous pouvez contacter le Responsable de la protection des données du centre:

Par mail : contact@cpifac.com

Par voie postale (avec une pièce permettant de justifier de votre identité, en cas d'exercice de vos droits, le cas échéant) :

Responsable de la protection des données

CPIFAC

121 Allée du parc de loisirs de la forêt de Haye- 54840 Bois de Haye

Vous pouvez également introduire une réclamation auprès de la CNIL.

Conditions générales de vente CPIFAC

Le CPIFAC est un organisme de formation professionnelle qui propose et dispense des actions de formation en présentiel et en distanciel.

Toute commande de prestation au CPIFAC par le Client est soumise aux présentes conditions générales de vente et la signature d'un des documents contractuels prévu à l'Article 1 emporte de plein droit leur acceptation par le Client.

Article 1 : L'engagement contractuel

A réception d'un devis signé, le CPIFAC fait parvenir au Client :

- s'il s'agit d'une personne morale, une convention de formation professionnelle telle que prévue par les articles L.6353-1 et D.6353-2 du Code du Travail. L'engagement est définitif dès signature des parties concernées. Chacune reçoit un exemplaire signé et portant son cachet commercial pour les entreprises.
- s'il s'agit d'une personne physique, un contrat de formation professionnelle conformément aux articles L.6353-3 à L.6353-7 du Code du Travail. Le Client dispose d'un délai de rétractation de 10 jours calendaires à compter de la signature du contrat. L'exercice du droit de rétractation se fait par lettre recommandée avec avis de réception, conformément à l'article L6353-5 du code du travail. Passé ce délai, il règle 50% du prix de la formation au CPIFAC.

L'engagement contractuel est définitif dès signature par les parties concernées.

Le CPIFAC adresse une convocation avec les informations pratiques au minimum une semaine avant le début de la session de formation.

Article 2: Prise en charge par un organisme financeur

Il appartient au Client d'effectuer la demande de prise en charge avant le début de la formation auprès de l'organisme financeur.

L'accord de financement doit être communiqué au moment de l'inscription.

Article 3 : Sanction de la formation

Les attestations, certificats et certifications ne pourront être transmis qu'après l'accomplissement de la formation, et le cas échéant, après la réussite du bénéficiaire à l'examen.

Une attestation de formation est établie par le CPIFAC à l'attention du bénéficiaire, conformément à l'article L6353-1 du Code du Travail.

Article 4: Prix et règlements

Tous les prix sont nets de TVA. (« TVA non-applicable selon l'article 293 B du Code Général des Impôts »)

Le prix est fixé par le contrat ou la convention de formation. Il comprend : le coût pédagogique et technique et, le cas échéant, les supports de cours. Il ne comprend pas les frais de déplacements, d'hébergement et de repas éventuels du Client.

Article 5 : Facturation

Le premier jour de formation, il sera remis au Client la facture du solde après règlement ainsi que la facture des 50% d'acompte.

Pour les autres formations, une facture sera établie selon l'échéancier prévu dans le contrat de formation.

Conditions générales de vente 2023

121 Allée du parc de Haye 54840 Bois de Haye • 03 83'0 67 49• www.cpifac.com

N° d'enregistrement 41.54 0307254• Siret 42898561800035

Article 6: Annulation des formations

Si le nombre de participants est inférieur au nombre minimum indiqué dans la fiche de présentation de la formation, le CPIFAC se réserve le droit d'annuler le stage et les chèques d'acompte seront retournés au Client.

En cas d'annulation sans motif ou pour des motifs qui lui sont propres, le Client devra en informer le CPIFAC par écrit (lettre A/R) dans les plus brefs délais, et fournir obligatoirement les justificatifs afférents.

En cas d'annulation de l'inscription par le Client moins de 30 jours ouvrables avant le début du stage, les 50% d'acompte resteront acquis au CPIFAC.

En cas de force majeure, si le CPIFAC est dans l'impossibilité de poursuivre la prestation, le contrat ou la convention conclus avec le Client sont résiliés de plein droit sans que ce dernier puisse prétendre à une quelconque indemnité. Le Client est toutefois tenu au paiement prorata temporis des prestations réalisées par le CPIFAC. Si, par suite de force majeure dûment reconnue, le Client est empêché de suivre la formation, il peut rompre le contrat ou la convention. Dans ce cas, seules les prestations effectivement dispensées sont rémunérées en proportion de leur valeur prévue au contrat ou à la convention.

Article 6: Propriété intellectuelle et droit d'auteur

Les supports de formation, quelle qu'en soit la forme (papier, numérique, électronique...), sont protégés par la propriété intellectuelle et le droit d'auteur. Leur reproduction, partielle ou totale, ne peut être effectuée sans l'accord écrit de la société. Le Client s'engage à ne pas utiliser, transmettre ou reproduire tout ou partie de ces documents en vue de l'organisation ou de l'animation de formations.

Loi applicable et attribution de compétence

Les présentes Conditions Générales de Vente sont encadrées par la loi française. En cas de litige survenant entre le CPIFAC et le Client, la recherche d'une solution à l'amiable sera privilégiée.

À défaut, l'affaire sera portée devant le tribunal de commerce de Nancy.

Màj le 01/09/2023